



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 19 octobre 2020

Contre le fascisme religieux, nous n'avons pas les mêmes valeurs que... Macron !

Un prof en collège a été décapité en région parisienne. Sa tête avait déjà été mise à prix par des fanatiques religieux, fascistes qui empoisonnent le monde musulman, pour avoir illustré un cours sur la liberté d'expression par des caricatures de Charlie hebdo : voilà l'acte barbare qui a sidéré le pays. Des rassemblements ont eu lieu dimanche, massifs et muets : que dire, que faire ?

Les valeurs de sa République ?

Mais Macron et son gouvernement n'ont pas eu cette retenue et ont donné de la voix, tonitruante. Une aubaine pour reprendre leur cheval de bataille favori contre ce qu'ils appellent le séparatisme, et poursuivre leur croisade visant à mêler arabes, musulmans, islamistes... contre lesquels il faudrait que nous défendions ensemble les prétendues valeurs de la République. Et d'annoncer un renforcement de la répression, un durcissement des lois, la dissolution d'associations dites suspectes, une journée de deuil national... Un fatras contre lequel personne ne s'élève dans le monde politique. Jean-Luc Mélenchon cible même la communauté des Tchétchènes dont « il faut reprendre un par un tous les dossiers »... Ce n'est pas Poutine disant à l'époque qu'il fallait « tous les buter, jusque dans les chiottes », mais ça y fait penser !

Contre l'islamisme politique, certainement

Parmi les menaces qui pèsent sur nous toutes et tous, appartenant au monde du travail, il y a certainement l'islamisme politique dont le terreau a été largement alimenté dans le monde par les guerres et désastres sociaux engendrés par les appétits des puissances impérialistes. Cet intégrisme politique-là, aux méthodes fascistes, a fait des dizaines de milliers de victimes dans l'Algérie des années 1990, dont des égorgés et des décapités dans les rangs des démocrates, syndicalistes et féministes. Cette extrême droite, au pouvoir ou dans l'opposition, qui sévit d'abord contre les peuples d'Afrique ou du Moyen Orient, milite ici aussi en France. L'acte barbare de Conflans vise précisément à troubler, paralyser voire terroriser, et tenter de souder autour du drapeau d'un islamisme radical les travailleurs de religion musulmane qu'elle cible au premier chef. Et au nom de Mahomet ou du Christ-roi d'intégristes blancs, c'est le même projet de mise au pas des exploités et opprimés, par des états-majors politiques recrutés au sein d'élites friquées.

Mais pas derrière les prétendues vertus de leur république

Macron s'opposerait à cette extrême-droite au nom des valeurs de la République ? Cette blague ! Rappelons que son gouvernement, comme les précédents, entretient les meilleures relations – ventes d'armes et achat de pétrole ! - avec ce dictateur d'Arabie saoudite qui procède aux décapitations en public. Très exactement à la manière des intégristes qu'il prétend combattre, Macron et sa croisade contre le « séparatisme » tentent de faire diversion face aux colères contre sa politique, lui le président des très riches. Terroristes islamistes comme républicains intégristes à la Macron vouent le même culte au Dieu profit ! La même haine de classe contre le monde ouvrier.

Décortiquons leurs prétendues valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité... Liberté - pour qui ? - d'avoir un logement et un travail, de ne pas être licencié, de s'exprimer librement dans les entreprises, par exemple ? Égalité - entre qui ? - là où le fossé ne cesse de se creuser entre les super riches et la grande masse de celles et ceux qui ne peuvent plus nourrir leurs familles ? Laïcité – sans blague ! - quand l'Etat français, depuis des décennies, subventionne grassement les écoles et autres institutions catholiques ?

Il y a beaucoup à discuter entre nous, travailleurs et jeunes, qui marquons de nos résistances et luttes la situation depuis quelques années, et avons besoin de grossir et resserrer nos rangs : nos valeurs sont celles de l'abolition de l'esclavage salarié et de sa loi du profit, celles de la solidarité internationale entre les travailleurs et les peuples : pour changer ce monde, pour que ce ne soit plus les barbares, les cyniques et les hypocrites qui nous imposent leurs lois.

L'Étincelle est aussi en ligne

Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Twitter : Convergences Révolutionnaires @etincelle_npa

Les Bulletins de l'Étincelle @F_Bulletins

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Il leur manque une case

Après la saison 1 "cœur-non cœur de métier", la saison 2 "métiers sensibles/critiques", la direction nous sort cette année une nouvelle saison de sa série "change de métier sinon je te fous dehors". Les postes sont maintenant classés dans 9 cases en fonction de l'avenir du métier chez Renault et de la "disponibilité de la ressource sur le marché". Les cabinets de conseil changent peut-être mais les ficelles du scénario restent les mêmes : nous filer la frousse en nous mettant sur un siège éjectable.

Face à cela, le repli sur soi ne sera jamais une solution. C'est tous ensemble qu'il faut réagir, et maintenant. Parce que personne n'est à l'abri, si ce n'est pas cette fois-ci, ce sera la prochaine...

Les RH enquêtent sur leurs propres méfaits

Nous sommes nombreux à avoir reçu un nouveau sondage à remplir sur l'intranet. Cette fois-ci, la direction veut savoir si on a eu des entretiens individuels, des formations et une augmentation de salaire. Un ensemble d'informations que les RH ont déjà dans leurs archives. Alors, pourquoi nous sortir encore un sondage, obligatoire celui-là ? Pour se couvrir vis-à-vis du code du travail qui prévoit un bilan professionnel tous les 6 ans.

Cette mesure était une de ces fameuses "contreparties" que certains syndicats négocient au prix de régressions sociales. On voit ce qu'il en est : 4 pauvres questions tous les 6 ans. La régression sociale, ça ne se négocie pas, ça se combat !

Plan d'économies : les prestataires en première ligne

Renault avait annoncé 4600 suppressions de postes en France, mais c'était sans compter les prestataires. La direction n'en parle pas, mais le cabinet Secafi qui a expertisé le plan en a décompté 5300 ! Un chiffre même pas officialisé... comme si nos collègues ne comptaient pas ! En fait, Renault sous-traite aux sociétés prestataires les suppressions de postes. Changement d'entreprise prestataire sans que tous les salariés soient repris, licenciements et délocalisations : dans l'ingénierie et le tertiaire, 2500 sous-traitants seraient menacés.

À Lardy, des centaines de salariés sont concernés. Renault, prestas : même combat !

Départs Anticipés au rabais

Renault maintient les DA, qui lui servent à tailler dans les effectifs dans le cadre du plan d'économies. Mais la direction profite du contexte pour dégrader les conditions : la rémunération était de 75 % du salaire avant 2020, 72 % en 2020, et ce serait 69 % pour ceux qui partent à partir de 2021. Pas étonnant que des salariés proches de la retraite cherchent à partir quand les chefs font planer la menace d'une reconversion forcée.

Mais pas question d'accepter les DA au rabais ou les suppressions de postes : un départ = une embauche !

Les RCC, un plan de licenciements « volontaires »

Renault a annoncé recourir à des « Ruptures Conventionnelles Collectives » pour supprimer 4600 postes en France. Ce dispositif a été introduit en 2017 par les « ordonnances Macron », soi-disant pour « simplifier » le Code du travail. Utilisé dès 2018 par PSA, il simplifie en effet la tâche des patrons pour dégager des salariés...

Ils n'ont plus aucune justification à fournir, alors qu'il fallait prouver une « cause réelle et sérieuse » pour un

licenciement collectif. C'était certes une formalité, mais elle pouvait parfois servir à contester un PSE... Plus d'obligation de reclassement interne des salariés, ni d'interdiction de recruter des CDD sur le même poste pendant 12 mois. Quant aux « contreparties » chères aux adeptes du « dialogue social », c'est au bon vouloir du patron, qui a tout loisir pour négocier ce qu'il veut avec des syndicats qui préfèrent discuter... que s'opposer aux plans des patrons.

Il n'y a rien à négocier : RCC, PDV ou PSE, quelle que soit la formule, leur plan d'économies on ne l'acceptera qu'à la poubelle !

Petits arrangements entre concurrents

La fin de l'année approche et les constructeurs font le bilan des émissions de CO2 des voitures neuves vendues en 2020. Mais pas de panique, si les normes européennes sont assez exigeantes et que la moyenne d'émission/voiture/km a baissé par rapport à 2019, c'est grâce à des « facilités réglementaires ». D'après une étude, ces aménagements expliquent la moitié de la baisse d'émissions moyennes (l'autre moitié est due à l'amélioration des moteurs et aux ventes de véhicules électriques).

Les constructeurs peuvent compter sur un tas de dispositifs pour éviter les amendes, et accessoirement limiter les efforts de dépollution : non prise en compte des 5 % des véhicules les plus polluants, supercrédits de pollution accordés aux voitures électriques (comme la Zoé) ou hybrides et même un système de « pools » de constructeurs, qui permet aux moins polluants de « vendre » (assez cher) la pollution qu'ils n'émettent pas à leurs concurrents moins propres.

Le capitalisme vert a encore de belles années devant lui. La planète, peut-être pas.

À Cléon, les magasiniers continuent la grève

Depuis le 13 octobre, les salariés du magasin de l'usine Renault Cléon sont en grève pour réclamer un meilleur statut et l'embauche des intérimaires. Depuis des années, la direction du site emploie les salariés au statut « d'exploitants industriels » et pas de « magasiniers », alors que c'est le cas sur les autres sites. Résultat : des salaires plus bas et qui augmentent plus lentement... Tout ça pour faire des économies sur le dos des travailleurs et essayer de tirer vers le bas les conditions de travail et la paie.

Les grévistes de Cléon exigent d'ailleurs la titularisation des intérimaires pour une raison simple : À travail égal, salaire égal ! On aurait de quoi s'en inspirer à Lardy aussi !

Chez PSA : les ouvriers à l'offensive

Depuis le 14 octobre, les salariés de STPI (sous-traitant de Veolia) sont en grève pour les salaires sur les sites de PSA Sochaux et Mulhouse, où ils opèrent. Treizième mois, prime, 300 € d'augmentation : ils ne manquent ni d'idées, ni de détermination et ne peuvent que donner envie de les imiter.

Veolia, comme bien d'autres grands groupes, ne manque pas d'argent quand il s'agit de racheter Suez ou d'engraïsser les actionnaires. Alors aucune raison sanitaire de se taire.

Contre les licenciements chez Nokia... et ailleurs !

Face au plan d'économies (le 4^e en 5 ans !), les salariés de Nokia ne lâchent pas l'affaire : à Lannion (Bretagne) et à Nozay (Essonne), ils se remettent en grève cette semaine pour faire pression sur la direction. Nokia, Renault, Bridgestone, Airbus... la vague de licenciements continue.

Devant cette offensive générale, il faut que les travailleurs fassent front : pas question de payer la crise !